

13

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
25. März 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	6
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	7
FÖDERALREGIERUNG	7
BELGISCHE NATIONALBANK	10
VLAAMSE REGERING	10
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	11
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	11
BELGISCHES STAATSBLETT.....	12
QUELLENVERZEICHNIS	17

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

CALRE Award 2025

Bürgerdialog der Deutschsprachigen Gemeinschaft erhält CALRE Award „Stars of Europe“



Der permanente Bürgerdialog der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde mit dem CALRE Award „Stars of Europe“ ausgezeichnet. Mit diesem Preis würdigt die Konferenz der europäischen regionalen Gesetzgebungsorgane (CALRE) jährlich Initiativen ihrer Mitgliedsregionen, die einen besonderen Mehrwert für das wirtschaftliche, kulturelle oder soziale Leben in ihren Gebieten schaffen. Das diesjährige Thema lautete „Nutzung innovativer Beteiligungsformate“. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 30.03.2026

[Tagesordnung](#)

Ausschusssitzungen:

Dienstag, 31.03.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 01.04.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 02.04.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

**Dokument Nr. [133](#) (2025-2026) Nr. 1
16.03.2026**

Resolutionsvorschlag an die Föderalregierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Schaffung eines sozialen Schutzstatuts für pflegende Angehörige

**Dokument Nr. [132](#) (2025-2026) Nr. 1
11.03.2026**

Anhörung des Palliativpflegeverbands Ostbelgien zur Palliativpflege in der Deutschsprachigen Gemeinschaft – Ausschussbericht

**Dokument Nr. [131](#) (2025-2026) Nr. 1
11.03.2026**

Anhörung des St.-Nikolaus-Hospitals Eupen und der Klinik St. Josef St. Vith über Situation und Bedarf der Krankenhäuser in der Deutschsprachigen Gemeinschaft – Ausschussbericht

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 23 au 27 mars 2026

Mercredi, 25/03/2026

Projet de loi-programme

1. Projet de loi-programme, n°s [56K1378](#)/1 à 28.

Jeudi, 26/03/2026

Questions orales

Projet de loi et proposition de résolution

1. Projet de loi portant modifications diverses en vue du remplacement des paiements par assignations postales par des paiements par chèque circulaire, n°s [56K1314](#)/1 à 3.

2. Proposition de résolution (Annick Ponthier, Kristien Verbelen, Ellen Samyn, Kurt Ravyts et Katleen Bury) concernant l'instauration d'un service communautaire généralisé et obligatoire, n°s [56K1005](#)/1 et 2.

**Prises en considération
(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération des heures additionnelles des pompiers professionnels, n° [56K1423](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin de rendre en principe obligatoire la poursuite des faits de violence commis à l'encontre des services de secours et des forces de l'ordre, n° [56K1424](#)/1.

3. Proposition de résolution appelant à condamner le régime iranien pour la répression violente qu'il exerce à l'encontre de manifestants pacifiques et pour de graves violations des droits humains de dissidents, de femmes et de minorités, n° [56K1425](#)/1.

4. Proposition de résolution en faveur d'une approche plus ciblée des mutilations génitales féminines, n° [56K1426](#)/1.

5. Proposition de loi spéciale abrogeant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, n° [56K1427](#)/1.

6. Proposition de résolution relative à la création d'un service de police spécialisé dans la recherche et l'arrestation des personnes en séjour illégal, n° [56K1430](#)/1.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 29 février 2024 introduisant le livre Ier du Code pénal afin d'exclure temporairement la possibilité de prononcer une peine de travail après l'inexécution totale ou partielle d'une peine de travail antérieure, n° [56K1431](#)/1.

8. Proposition de loi visant à instaurer un statut d'aidant proche en cas de non disponibilité sur le marché du travail, n° [56K1432](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur l'ensemble du projet de loi relatif à la mise en concordance des dispositions légales en vigueur de la Justice avec le Code pénal du 29 février 2024 (II), n° [56K1215](#)/11.

2. sur l'ensemble du projet de loi relatif à la réglementation d'un cadre légal temporaire de l'exécution de la peine de surveillance électronique, de la peine de probation, de la peine de travail, de la suspension et de la suspension probatoire, du sursis et du sursis probatoire, de la peine accessoire visée à l'article 50 du Code pénal et certaines peines imposées aux personnes morales et modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et la loi du 29 février 2024 introduisant le livre Ier du Code pénal, en vue de l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal, n° [56K1368](#)/10.

3. sur les projets de loi et la proposition de résolution terminés.

Dokument Nr. [56K1432](#) 17.03.2026

Proposition de loi visant à instaurer un statut d'aidant proche en cas de non disponibilité sur le marché du travail.

Dokument Nr. [56K1429](#) 16.03.2026

Proposition de révision de la Constitution en vue de transformer la Belgique en un État fédéral composé des entités fédérées de Flandre, de Wallonie et de Belgique de langue allemande, et d'intégrer la région bilingue de Bruxelles-Capitale dans l'entité fédérée de Flandre, de supprimer le Sénat et de créer une Assemblée constituante, un Conseil des Bruxellois francophones et une Ville-Région de Bruxelles (II).

Dokument Nr. [56K1428](#) 16.03.2026

Proposition de révision de la Constitution en vue de transformer la Belgique en un État fédéral composé des entités fédérées de Flandre, de Wallonie et de Belgique de langue allemande, et d'intégrer la région bilingue de Bruxelles Capitale dans l'entité fédérée de Flandre, de supprimer le Sénat et de créer une Assemblée constituante, un Conseil des Bruxellois francophones et une Ville-Région de Bruxelles (I).

Dokument Nr. [56K1427](#) 16.03.2026

Proposition de loi spéciale abrogeant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.



SEANCE PLENIERE: 25/03/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE DÉCRET

1. Projet de décret-programme portant des mesures diverses en matière de budget et de comptabilité, de bien-être animal, de pouvoirs locaux, d'aménagement du territoire, de mobilité, d'économie, d'emploi, de formation, d'environnement, de climat, de tourisme, de patrimoine et d'agriculture et de ruralité (Doc. [489](#) (2025-2026) N° 1 à 1sexies à 20)

Projet de décret-programme portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. [490](#) (2025-2026) N° 1 à 1ter à 3)

3 – PROPOSITIONS DE DÉCRET

1. Proposition de décret insérant un article D.172/1 dans le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau et modifiant l'article D.396 en vue d'interdire l'utilisation de pesticides dans les zones de prévention des captages d'eau (Doc. [379](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

2. Proposition de décret rétablissant l'article 39 dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature afin d'intensifier la lutte contre le frelon asiatique (Doc. [425](#) (2025-2026) N° 1 à 5)

4 – PROPOSITION DE RÉSOLUTION

1. Proposition de résolution visant à soutenir le développement d'une filière de production de dispositifs de défense contre les drones (Doc. [435](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

5 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal, sur l'annonce de l'ouverture du processus de ratification du CETA par M. Hazée (Doc. [520](#) (2025-2026) N° 1), par M. Mugemangango (Doc. [521](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme De Bue, MM. Resinelli et Tzanetatos (Doc. [522](#) (2025-2026) N° 1)

Question orale [CRIC 106](#) (2025-2026) du 09/03/2026

La coordination entre les compétences de l'aménagement du territoire et de la gestion de crise

Mme Christine Mauel (MR). – Monsieur le Ministre-Président, la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux s'est récemment rendue à Bad Neuenahr, dans la vallée de l'Ahr, dans le cadre d'une mission d'étude consacrée à la reconstruction résiliente après les inondations catastrophiques de 2021. Cette visite a rappelé combien les événements dépassaient les frontières administratives et linguistiques, touchant à la fois des territoires en Allemagne et plusieurs régions de Wallonie, notamment dans l'est de la province de Liège.

Dans cette partie du territoire, la compétence de l'aménagement du territoire a été transférée à la Communauté germanophone, ce qui souligne l'importance d'une coordination étroite entre les différents niveaux de pouvoir, dès lors que les politiques territoriales jouent un rôle essentiel dans la prévention et la gestion des risques. En effet, la gestion de crise relève d'une organisation mult niveau associant le Fédéral, la province et les autorités locales. Toutefois, l'aménagement du territoire constitue un levier fondamental pour prévenir les catastrophes futures. Dans les territoires comme l'est de la province de Liège, où certaines compétences, notamment en matière d'urbanisme, du logement et d'une partie de l'énergie, ont été transférées à la Communauté germanophone, la coordination institutionnelle est essentielle.

Pouvez-vous préciser comment la Wallonie assure la cohérence entre sa politique territoriale et les dispositifs de gestion de crise ? Un mécanisme structurel de concertation existe-t-il toujours avec la Province de Liège et la Communauté germanophone afin d'anticiper les risques climatiques futurs ?

M. Adrien Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal. – Madame la Députée, l'aménagement du territoire constitue effectivement un levier important pour agir sur la vulnérabilité des territoires face aux aléas, qu'ils soient climatiques, naturels ou technologiques. Par une planification adéquate et l'encadrement des projets, il est possible, pour un aléa donné, d'éviter ou de réduire le risque de dommages.

La Wallonie veille à intégrer cette dimension de manière transversale dans ses politiques publiques. Des dispositions spécifiques peuvent être prises au travers du CoDT pour intégrer cette gestion du risque dans l'élaboration ou la révision des schémas de développement communaux ou encore dans la délivrance de permis.

Sans entrer dans le détail – pour cela, je vous renvoie vers mon collègue en charge de l'Aménagement du territoire –, je rappelle que le CoDT prévoit la possibilité de refuser un permis ou de le subordonner à des conditions particulières pour des projets dont la localisation est susceptible d'accroître le risque ou pour des biens immobiliers exposés à un risque naturel. L'exemple le plus concret est certainement l'ensemble de règles applicables en zones d'aléa d'inondation.

Je rappelle également que, afin d'aider les communes et porteurs de projet, le SPW TLPE dispose d'une cellule « Aménagement-Environnement » dont l'objectif est justement de conseiller sur la prise en compte des risques dans les outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Par ailleurs, pour les inévitables risques résiduels, il revient à l'autorité compétente en matière de planification d'urgence de mettre en place les dispositifs de gestion de crise sur base d'une analyse de risques mettant en évidence les enjeux territoriaux locaux.

À l'échelle provinciale, c'est le gouverneur qui est compétent pour la planification d'urgence, y compris en Communauté germanophone. Ainsi, le gouverneur de la Province de Liège doit pouvoir s'appuyer sur l'expertise de l'administration compétente en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, qu'elle soit régionale ou communautaire, pour les communes concernées.

Ces mécanismes de coopération permettent d'assurer la cohérence entre les politiques territoriales, la connaissance des risques et les dispositifs de gestion de crise, tout en favorisant l'anticipation

des défis climatiques futurs. La Wallonie reste attentive à poursuivre et à renforcer ces mécanismes de coordination.

Mme Christine Mauel (MR). – Je vous remercie, Monsieur le Ministre-Président. Les transferts de compétences intervenus ces dernières années peuvent parfois rendre la coordination très complexe. Pourtant, lors des inondations de 2021, cette coopération a bien fonctionné, notamment parce que certains mandataires se sont fortement engagés pour que la réalité du terrain soit reconnue. Je pense, par exemple, au classement d'Eupen en catégorie 1.

La question était à la base posée à M. Desquesnes. Elle a été transférée chez vous par le Parlement. Pour revenir à vos compétences, lors de la visite dans la vallée de l'Ahr, le bourgmestre de Bad Neuenahr évoquait une réflexion très intéressante sur un cadre temporaire, une sorte de droit de gestion de catastrophe permettant, pendant la phase de reconstruction, de simplifier certaines procédures administratives, tout en garantissant la sécurité juridique des décideurs publics. C'était un angle très intéressant que j'aimerais bien travailler un peu plus en profondeur lors d'une prochaine question. Je reviendrai vers vous.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [756](#) (2025-2026) nr. 1
23.03.2026

Verslag van het verzoekschrift over maatwerkbedrijven

Dokument Nr. [754](#) (2025-2026) nr. 1
19.03.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het Jeugd-decreet van 23 november 2023, wat betreft de luisterlijn, het JoKER, de subsidievoorwaarden, de werkingssubsidies en de projectsubsidies voor jeugdverenigingen



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [234](#) (2025-2026)
20.03.2026

Rapport d'évaluation 2024-2025 de la commission de l'enseignement pour adultes inclusif



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-263/1-25/26](#)
11.03.2026

Proposition de décision visant à modifier le règlement fixant le régime des pensions attribuées aux anciens membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de l'indexation des pensions.



Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Dokument Nr. STUK [862](#) (2025-2026) Nr.1
04.03.2026

Verslag Samenwerkingscommissie met de Vlaamse volksvertegenwoordigers gekozen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 24.03.2026

La géo-intelligence : la clé d'une société résiliente. La 9e édition de BeGeo attire plus de 900 visiteurs.

La neuvième édition de BeGeo, le congrès national avec salon consacré à l'information géographique, s'est tenue aujourd'hui à Brussels Expo. Avec le soutien de ses partenaires, l'Institut géographique national (IGN) a rassemblé le secteur géographique et le grand public autour d'un événement inspirant consacré aux données géographiques et aux solutions qui les transforment en informations exploitables.

Mitteilung vom 23.03.2026

La Belgique envoie une aide d'urgence à la Moldavie via B-FAST suite à la pollution du Dniestr

La Belgique apporte une aide d'urgence à la Moldavie via B-FAST après que du pétrole s'est déversé dans le Dniestr à la suite des dommages causés à une centrale hydroélectrique ukrainienne par des frappes aériennes russes. Le Dniestr constitue une source importante d'eau douce et potable pour la Moldavie, ce qui fait que sa pollution met en danger l'approvisionnement en eau, les écosystèmes aquatiques et la qualité générale de l'eau dans la région.

Résultats de l'adjudication OLO du 23 mars 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 2.870 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 0.35% 22/06/2032 (OLO 94)
ISIN Code : BE0000354630 - 22/06/2032
Montant accepté (EUR milliards) : 0.945
Rend. moyen pondéré: 3.300%
Bid-to-cover ratio : 1.27

OLO 3.40% 22/06/2036 (OLO 106)
ISIN Code : BE0000366758 - 22/06/2036
Montant accepté (EUR milliards) : 1.080
Rend. moyen pondéré: 3.722%
Bid-to-cover ratio : 1.29

OLO 3.75% 22/06/2045 (OLO 71)
ISIN Code : BE0000331406 - 22/06/2045
Montant accepté (EUR milliards) : 0.845
Rend. moyen pondéré: 4.188%
Bid-to-cover ratio : 1.22

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/OLO ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Auctions - Results.

Visite d'État en Norvège : la Belgique et la Norvège, des partenaires fiables pour un avenir plus sûr et plus durable

Leurs Majestés le Roi et la Reine effectueront une visite d'État en Norvège du 24 au 26 mars. Il s'agit de la première visite d'État belge en Norvège depuis une génération et elle s'inscrit dans le prolongement de l'élan créé il y a deux ans lors de la mission économique menée par Son Altesse Royale la Princesse Astrid.

Maisons de détention : une alternative plus humaine à développer, selon le premier rapport du Mécanisme national de prévention

Dans un contexte où la surpopulation en prison atteint des records et où des personnes détenues vivent dans des conditions difficiles voire inhumaines, le Mécanisme national de prévention des mauvais traitements en détention (MNP) publie aujourd'hui son premier rapport de visites de deux maisons de détention : Forest et Courtrai. Un modèle de détention à développer comme alternative à la prison classique, selon le MNP.

Mitteilung vom 21.03.2026

Conseil des ministres du 20 mars 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 20 mars 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Modification de dispositions relatives aux agents du SPF Finances détachés à l'étranger

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté ministériel modifiant diverses dispositions relatives aux agents du SPF Finances détachés à l'étranger.

Protocole de coopération relatif à l'application FOCUS@GPI

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le financement et la conclusion du protocole d'accord entre la zone de police d'Anvers et la Police intégrée structurée à deux niveaux concernant l'application FOCUS@GPI pour l'année 2026.

Programme de recherche scientifique et technologique de la Défense pour 2026

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le programme de recherche scientifique et technologique de la Défense pour 2026 qui fait désormais partie du programme de Research, Development, Innovation and Industrialisation (RDII).

Protocole de coopération entre l'AFSCA et Sciensano

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement de la procédure en vue du contrat de collaboration entre l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) et Sciensano dans le cadre des missions de Laboratoire national de référence (LNR).

Accord de coopération relatif à l'Individual Learning Account et l'échange électronique de données relatives à la formation

Sur proposition du ministre du Travail David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, les régions, les communautés et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion de l'Individual Learning Account et à l'échange électronique de données relatives à la formation. Un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération a par ailleurs été approuvé.

Transposition règlement européen relatif à la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi implémentant en droit national le règlement (UE) 2023/2411 relatif à la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels.

Amendement ciblé du Plan pour la reprise et la résilience

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un amendement du Plan pour la reprise et la résilience (PRR) de la Belgique.

Transposition directive européenne relative à la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi transposant la directive (UE) 2024/1226 relative à la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des

mesures restrictives de l'Union et modifiant la directive (UE) 2018/1673 et d'autres dispositions.

Soutien de la Défense à certaines missions fédérales de la police intégrée

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin et du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a approuvé un protocole d'accord relatif à l'appui de la Défense à la police intégrée.

Modifications relatives aux degrés des infractions à la circulation routière

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et un avant-projet de loi visant à apporter certaines modifications à la législation relative aux degrés des infractions à la circulation routière et à les confirmer ensuite.

Transformation de Skeyes en société anonyme de droit public

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le principe de la transformation de Skeyes, l'entreprise publique autonome chargée de la navigation aérienne, en une société anonyme de droit public.

Modifications relatives à l'utilisation de l'eBox

Sur proposition de la ministre du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives à l'utilisation de l'eBox.

Intégration sociale : parcours d'intégration renforcé

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à renforcer l'intégration des bénéficiaires de la protection subsidiaire et de la protection temporaire, en faisant du parcours d'intégration une composante essentielle du projet individualisé d'intégration sociale.

Accord bilatéral entre la Belgique et la Norvège concernant le transport du dioxyde de carbone par pipeline

Sur proposition de la ministre chargée de la mer du Nord Annelies Verlinden et du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord bilatéral entre la Belgique et la Norvège concernant le transport de dioxyde de carbone par pipeline, en vue de sa signature.

Proposition d'un juge en vue de sa nomination à la Cour de justice de l'Union européenne

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la proposition d'un candidat pour une nouvelle nomination en tant que juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

Justice : marché public pour des services de gardiennage

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à des services de gardiennage pour le compte du SPF Justice.

Mitteilung vom 20.03.2026

Adjudication OLO du 23 mars 2026 : montant à adjuger**Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette**

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 23 mars 2026, est de EUR 2.6/3 milliards.

3 lignes d'OLO seront adjugées :

1. OLO 0.35% 22/06/2032 ISIN BE0000354630 (OLO 94)
2. OLO 3.40% 22/06/2036 ISIN BE0000366758 (OLO 106)
3. OLO 3.75% 22/06/2045 ISIN BE0000331406 (OLO 71)

COMMUNIQUE DE PRESSE du RISK MANAGEMENT GROUP - Le niveau d'attention pour les infections respiratoires descend en code vert – fin du plan hivernal

Suite aux dernières données, le Risk Management Group (RMG) a abaissé le niveau d'attention pour les infections respiratoires, qui repasse en code vert. Le pic hivernal est désormais derrière nous, mais les recommandations de base restent valables en toutes circonstances.

Rappel du sirop contre la toux Toularynx Dextromethorphan 1,5 mg/ml

Le fabricant Qualiphar procède, par mesure de précaution, au rappel du lot 61075 du sirop contre la toux Toularynx Dextromethorphan 1,5 mg/ml en raison de la possible présence de particules de verre.

Violences gynécologiques et obstétricales : les acteurs de terrain appellent à renforcer la prévention et les droits des patientes

Un groupe de travail interfédéral rassemblant autorités publiques, professionnel·le·s de santé et associations de patientes publie aujourd'hui une recommandation majeure consacrée à la prévention et à la prise en charge des violences gynécologiques et obstétricales (VGO) en Belgique. Fruit d'une collaboration inédite entre tous les acteurs concernés, cette recommandation fixe les priorités d'une politique coordonnée : renforcer l'information, placer le consentement des patientes au cœur de la prise en charge, améliorer la formation des soignant·e·s, soutenir leurs conditions de travail et consolider la prévention.

Mitteilung vom 19.03.2026

Gedenkfeiern zu Ehren der Opfer von Terroranschlägen

Zehn Jahre nach den Anschlägen vom 22. März 2016 hält Belgien erneut inne, um der Opfer von Terroranschlägen zu gedenken. Auch in diesem Jahr werden Momente des Gedenkens und der Solidarität organisiert, um allen Opfern terroristischer Anschläge in Belgien sowie allen belgischen Opfern im Ausland zu gedenken. Diese zehnte Gedenkfeier ist ein besonderer Moment der Erinnerung und Verbundenheit, mit verschiedenen Feierlichkeiten, die am 21. und 22. März 2026 in Brüssel stattfinden.

Mitteilung vom 18.03.2026

Le crédit familial, une fausse bonne idée !

Le gouvernement fédéral indique vouloir procéder à une réforme des congés familiaux en introduisant un crédit familial sous la formule d'un « sac à dos » de droits de congé pour chaque enfant. Objectifs annoncés : une simplification et une harmonisation des systèmes actuels selon les statuts professionnels, et l'amélioration de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Si l'intention peut au premier abord paraître généreuse, le Conseil de l'Égalité des Chances entre les Hommes et les Femmes souligne bon nombre d'incertitudes et d'inquiétudes, voire de dangers en rapport avec l'égalité de genre, en particulier entre les mères et les pères. Le Conseil vient de publier un avis sur ce projet de réforme.



Belgische Nationalbank

Rapport annuel 2025 de la BNB : le choix de la rédaction

23 mars 2026

Le 6 mars dernier, la Banque a publié son Rapport annuel 2025, qui dresse en plus de 250 pages l'état des lieux annuel des événements qui ont marqué l'actualité économique et financière belge, européenne et mondiale. Si vous ne voulez ou ne pouvez pas lire l'intégralité du Rapport, sachez que les membres du Comité de direction de la Banque nationale ont sillonné le pays ces dernières semaines afin d'en résumer les principaux enseignements en textes et en images. ... [lire plus](#)

La confiance des consommateurs se dégrade considérablement en mars

23 mars 2026 - 11:00

La confiance des consommateurs se dégrade nettement en mars, principalement parce que les consommateurs sont plus pessimistes concernant les indicateurs macroéconomiques en Belgique.

... [lire plus](#)

Geldpolitische Beschlüsse - März 2026

19 März 2026 - 14:30

Der EZB-Rat hat heute beschlossen, die drei Leitzinssätze der EZB unverändert zu belassen. Er ist entschlossen, dafür zu sorgen, dass sich die Inflation auf mittlere Frist beim Zielwert von 2 % stabilisiert. Der Krieg im Nahen Osten hat zu deutlich unsichereren Aussichten geführt. Er hat Aufwärtssrisiken für die Inflation und Abwärtssrisiken für das Wirtschaftswachstum zur Folge. Durch höhere Energiepreise wird sich der Krieg auf kurze Frist erheblich auf die Inflation auswirken. Die mittelfristigen Auswirkungen werden sowohl von der Intensität und der Dauer des Konflikts als auch davon abhängen, wie die Energiepreise auf die Verbraucherpreise durchschlagen und die Wirtschaft beeinträchtigen. ... [weiter lesen](#)

Interview mit Pierre Wunsch über das Wirtschaftsjahr 2025

18 März 2026 - 12:00

In einem exklusiven Interview blickt Gouverneur Pierre Wunsch auf das turbulente Jahr 2025 zurück. Was bedeuteten die Ereignisse des letzten Jahres für die Weltwirtschaft? ... [weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad - Plan Vlaamse Veerkracht van 20 maart 2026

- Plan Vlaamse Veerkracht: verlenging verantwoordingstermijn voor tien bouwprojecten cultuurinfrastructuur

Ministerraad van 20 maart 2026

- Raad van bestuur Europacollege: aanduiding vertegenwoordiger Vlaamse Gemeenschap
- vzw Team Bedrijfstrajecten: subsidie werkjaar 2026
- Luchtvervoersovereenkomst Turkije: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Vlaamse Jeugdraad: ontwerp van verkiezingsreglement 2026
- Samenwerkingsovereenkomst vzw Sociale Dienst voor het Vlaams Overheidspersoneel
- Werk- en zorgtrajecten: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Vaststelling minimumvoorschriften bescherming kalkoenen gehouden voor vleesproductie
- Ontwerpdecreet Loopbaankrediet
- Organisatie schooljaar basis- en secundair onderwijs, en samenstelling klassenraad SO: wijziging verschillende besluiten beleidsdomein Onderwijs en Vorming
- Wijziging decreten over het beleidsdomein Onderwijs en Vorming: uitvoerbaar maken begroting 2026
- Levensbeschouwelijke vakken: wijzigingsbesluit
- Verlenging subsidie residentiële behandeling van personen met een dubbeldiagnose verstandelijke handicap en psychiatrische problematiek
- Kwaliteitszorg van voorzieningen van personen met een handicap: wijzigingsbesluit
- DBFM-project Gentspoort: stopzetting studie Zone 1 (Kortrijksesteenweg)
- Wijziging rechtspositieregeling De Vlaamse Waterweg (DVW): toevoeging salarisschalen (hoofd)schipper
- Raad van bestuur De Lijn: vervanging lid
- Wijziging vaststellingsbesluit netwerken die televisieomroepprogramma's doorgeven n.a.v. overdracht vaste netwerk van (kabelomroepnetwerk) VOO SA aan Orange NetCo bv
- vzw Walter Werk: investeringssubsidie verbouwingen
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 19.03.2026

La Wallonie se dote d'un comité d'experts pour une fiscalité plus juste et plus équitable

Le Gouvernement wallon a adopté en seconde lecture l'arrêté portant organisation d'un comité d'experts dédié au renforcement de la justice et de l'équité fiscale en Wallonie. Il a également procédé à la désignation des membres de ce comité.

... [lire plus](#)

Moderniser la mobilité : la Wallonie met à jour son cadre pour les systèmes de transport intelligents

Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture un avant-projet de décret qui vise la modernisation du cadre décretaal des systèmes de transport intelligents afin de l'adapter aux évolutions technologiques et aux exigences européennes. ... [lire plus](#)

Konzertierungsausschuss

20.03.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Plan de relance et d'investissement - Amendement ciblé du PRR.

2020C80500.003

Les propositions, contenues au point III de la note du 18 mars 2026, sont approuvées.

Belgisches Staatsblatt



N. 62 vom 19. März 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

8 MARS 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1er janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière**, p. [16289](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
5. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Bestimmung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen**, S. [16373](#).

N. 63 vom 20. März 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. Februar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das "Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft"**, S. [16507](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. Februar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans**, S. [16508](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. Februar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans**, S. [16510](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 62 vom 19. März 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

12. Juni 1945 - **Gesetz zum Schutz des Titels des Sozialarbeiters** - Deutsche Übersetzung, S. [16272](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

15. Mai 2024 - **Gesetz zur Einführung einer Sozialtarifprämie und zur Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes** - Deutsche Übersetzung, S. [16273](#).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/200101]

8 MAART 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvesting inrichtingen en diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvesting inrichtingen en diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvesting inrichtingen en diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2026.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/200101]

8 MARS 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1^{er} janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 27 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1^{er} janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002168]

5. MÄRZ 2026 — Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekretes vom 14. Dezember 1998 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des freien subventionierten Unterrichtswesens und des freien subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentrums, Artikel 90 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 12. Mai 1999 zur Einsetzung der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. März 2022 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen;

Aufgrund des Vorschlags der repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen vom 15. Oktober 2025;

Aufgrund des Vorschlags des Schulträgers vom 13. Februar 2026;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Folgende Personen werden als Präsident und als stellvertretende Präsidentinnen der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen bestellt:

1. Präsident: Herr Marc Lazarus;

2. Stellvertretende Präsidentinnen: Frau Claudia Kohnen und Frau Verena Reul.

Art. 2 - Folgende Personen werden als effektive Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen bestellt:

1. Als Vertreter des Schulträgers:

a) Frau Marie-Thérèse Schyns;

b) Herr Hubert Streicher;

c) Frau Edith Allmanns;

d) Herr Gerhard Hennen;

e) Frau Marie-Rose Schönen-Lentzen.

2. Als Vertreter der Personalmitglieder:

a) Herr Michael Dujardin;

b) Herr Marco König;

c) Frau Martine Lejoly;

d) Frau Danielle Putters;

e) Herr Michel Aziotou.

Art. 3 - Folgende Personen werden als Ersatzmitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen bestellt:

1. Als Vertreter des Schulträgers:

a) Frau Elizabeth Schleiss;

b) Frau Myriam Mreyen;

c) Herr Manfred Henkes;

d) Frau Monika Kerres;

e) Herr Karl-Heinz Pluymen.

2. Als Vertreter der Personalmitglieder:

a) Frau Nicole Vilvörder;

b) Frau Claudia Büscher;

c) Herr Damien Godesar;

d) Frau Janine Heinrichs;

e) Frau Jennifer Lembrée.

Art. 4 - Folgende Personen werden als Sekretärin und als beigeordnete Sekretärin der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen bestellt:

1. Sekretärin: Frau Kelly Zimmermann;

2. Beigeordnete Sekretärin: Frau Julia Cremer.

Art. 5 - Der Erlass der Regierung vom 3. März 2022 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 12. Juni 2025, wird aufgehoben.

Art. 6 - Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 7 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 5. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

J. FRANSEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002065]

26. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und Kinovorstellungen, Artikel 50 § 1 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2021;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“;

Aufgrund der Anhörung der Standpunkte der interessierten Kreise in Anwendung von Artikel 50 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, die am 19. Januar 2026 stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass die betroffenen Parteien im Rahmen der Anhörung keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung geäußert haben;

In der Erwägung der Tatsache, dass die Frequenz 100,5 MHz nicht länger einem öffentlich-rechtlichen Mediendienstanbieter, sondern einem privaten Mediendienstanbieter bereitgestellt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Im Anhang des Königlichen Erlasses vom 3. August 1987 zur Bereitstellung der erforderlichen Frequenzen für das „Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ wird in Tabelle 1 die Zeile „100,50 MHz Eupen 20,00 kW“ gestrichen.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien

G. FRECHES

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002066]

26. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und Kinovorstellungen, Artikel 50 § 1 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2021;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. März 2024 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans;

Aufgrund der Anhörung der Standpunkte der interessierten Kreise in Anwendung von Artikel 50 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, die am 19. Januar 2026 stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass die betroffenen Parteien im Rahmen der Anhörung keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung geäußert haben;

In der Erwägung der Tatsache, dass die Frequenzen 100,5 MHz und 107,6 MHz nicht länger einem öffentlich-rechtlichen Mediendienstanbieter, sondern einem privaten Mediendienstanbieter bereitgestellt werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Anlage I zum Erlass der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW – Hörfunkfrequenzplans wird wie folgt abgeändert:

1. folgende Zeile 8.1 wird eingefügt:

„8.1	Eupen	100,5“
------	-------	--------

2. Folgende Zeile 13 wird eingefügt:

„13	Wallerode	107,6“
-----	-----------	--------

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

16510

BELGISCH STAATSBLED — 20.03.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002067]

26. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und Kinovorstellungen, Artikel 50 § 1 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2021;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans;

Aufgrund der Anhörung der Standpunkte der interessierten Kreise in Anwendung von Artikel 50 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, die am 19. Januar 2026 stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass die betroffenen Parteien im Rahmen der Anhörung keine Anmerkungen zur geplanten Erlassabänderung geäußert haben;

In der Erwägung der Tatsache, dass die Frequenz 107,6 MHz nicht länger einem öffentlich-rechtlichen Mediendienstanbieter, sondern einem privaten Mediendienstanbieter bereitgestellt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - In Anlage I zum Erlass der Regierung vom 20. Juli 2009 zur Zurverfügungstellung von UKW-Funkfrequenzen an öffentlich-rechtliche Hörfunkanstalten und zur Änderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2004 zur Festlegung eines UKW-Hörfunkfrequenzplans wird Zeile 10 „Büllingen 107,6“ gestrichen.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be